Michel Zorman ne veut pas être utilisé par les politiques. Dommage pour l'UMP qui comptait sur sa "méthode" !



L'UMP veut *"encourager l'expérimentation des bonnes pratiques"*, pour que les enseignants disposent des *"meilleures méthodes"* puisqu' "*il y a des méthodes qui marchent et d'autres qui ne marchent pas*". **C'est la 8ème proposition du texte sur l'éducation présenté par le parti présidentiel pour 2012. Et il cite en exemple "la méthode PARLER"** mise au point par l'équipe de Michel Zorman (Université Pierre Mendès-France Grenoble). Sans attendre l'élection, Laurent Wauquiez en a lancé l'expérimentation en Haute-Loire. C'est vrai que c'est formidable, une méthode dont il serait prouvé scientifiquement qu'elle "marche". Les enseignants n'auraient plus qu'à appliquer le mode d'emploi.

Problème, **Michel Zorman** déclare à **ToutEduc** que **"la méthode Zorman n'existe pas".** Voici son interview, que vous pouvez retrouver sur le site de ToutEduc (***http://www.touteduc.fr/index.php?sv=34&aid=4701***).

ToutEduc : Comment comprenez-vous l'engouement des politiques pour vos travaux ?

Michel Zorman : Je n'ai eu et je n'ai aucun contact avec des responsables de partis politiques. L'urgence dans leur volonté de mise en œuvre des actions, contradictoire avec l'intérêt des élèves m'a vite fait comprendre qu'ils espéraient des résultats avant l'élection présidentielle de 2002. J'ai travaillé un moment avec l'Institut Montaigne, mais je n'ai plus de lien avec eux depuis deux ans et je n'en ai jamais eu avec l'association "Agir pour l'Ecole" dont il a été cofondateur.

Les politiques qui s'expriment en citant le programme "Parler" n'en connaissent pas grand chose. Il est probable qu'ils s'en servent pour masquer leur manque de projets et d'initiatives.

J'ai refusé, ainsi que d'autres chercheurs, de collaborer à l'action sur Lyon dans la mesure où elle devait se faire dans "l'urgence", **sans respect du volontariat et de la formation des enseignants. Ils ont une conception très réductrice des pratiques professionnelles ils croient qu'on peut faire évoluer et modifier les pratiques professionnelles sans impliquer ni avoir l'adhésion des professionnels.**

ToutEduc : D'autres chercheurs ne se sont-ils engagés dans le programme "Lecture" dont l'expérimentation a été lancée, très discrètement, dans l'académie de Lyon ?

Michel Zorman : Certain de ces chercheurs sont éminents. Mais leur domaine de recherche n'est pas la pratique professionnelle des enseignants, c'est la compréhension de processus cognitifs impliqués dans les apprentissages. **C'est un peu comme si un microbiologiste prétendait expliquer à un médecin comment poser un diagnostic et prendre en charge les soins d'un patient.** Pour l'expérimentation du programme "Parler "à Grenoble, les enseignants ont bénéficié au préalable de deux semaines de formation, ils ont construit leur organisation du travail avec les conseillers pédagogiques qui connaissaient et avaient pratiqué l'enseignement explicite avec une pédagogie individualisée. Ils ont été suivis par cette équipe de conseillers pédagogiques qui venait tous les 15 jours dans leurs classes.

ToutEduc : Vous vous situez dans le courant des "pédagogies explicites", un courant minoritaire dans le monde francophone, et qui passe facilement de la théorie à la pratique...

Michel Zorman : Ce ne serait pas la première fois que je serai minoritaire (rire). Il est vrai que je me situe plutôt du côté des pédagogies "efficaces" ou "explicites", mais nous ne sommes pas dans le monde anglo-saxon, nous avons une culture de la complexité, **nous savons qu'entre le prescrit et le réel, il y a tout le savoir faire des professionnels**, et nous devons tenir compte des spécificités de notre enseignement. **On peut prendre des aspects intéressants dans un courant de pensée sans faire un "copier-coller". D'ailleurs, ça ne marcherait pas.**

Par touteduc.fr 08/12/2011



* L'Institut Montaigne est un Think tank tout à fait indépendant qui réfléchit sur tous les sujets économiques et sociaux. Sur 84 membres actifs (chiffres 2010 consultables sur leur site), 45 paient une cotisation correspondant à un chiffre d'affaire annuel supérieur à 150 millions d'euros et 27 (les malheureux) une cotisation correspondant à un CA inférieur à 150 millions. Quand ils se penchent sur la banlieue, l'échec scolaire, le système de santé, la retraite, etc… ils savent donc de quoi ils parlent !